



RGPH

L'opération démarre officiellement ce mardi

La ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a annoncé hier, à Brazzaville, le démarrage ce 25 avril de la cinquième opération du Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 5) destinée à dénombrer la population congolaise estimée en 2007 à 3 697 490 habitants.

Cette enquête démographique est soutenue par la Banque mondiale et le Fonds des Nations unies pour la population. Elle débouchera sur une cartographie géo-référencée des localités et des infrastructures de base utiles pour les besoins d'aménagement du territoire et de suivi de la politique de décentralisation.

Page 5



Les officiels au lancement de l'opération Adiac

INCIVISME

Un groupe de malfrats arrêté dans la Likouala

Une opération de lutte contre le banditisme, conduite par le préfet de la Likouala, Jean-Jacques Mouanda, avec l'appui de la force publique, a permis de dénicher un réseau de malfaiteurs qui ont paralysé les engins des travaux publics de la société Techno, opérant sur le tronçon Enyellé-Dongou.

L'acte de sabotage a occasionné l'arrêt des travaux d'aménagement des voies d'accès dans plusieurs districts du département de la Likouala.

Page 6

FRANCE/CONGO

L'IFMV s'engage à former les acteurs locaux



Antoine Mapangui et Brice Arsène Mankou après la signature de l'accord-cadre Adiac. L'Institut de formation aux métiers de la ville (IFMV) de France vient de signer un accord-cadre de partenariat avec le ministère délégué chargé de la Décentralisation et du Développement local pour la formation et le renforcement des capacités des acteurs locaux. Ce contrat a été paraphé par le directeur de cabinet du ministre délégué, Antoine Mapangui, et le président de l'IFMV, Brice Arsène Mankou.

Page 3

SANTÉ

L'OMS recommande une hausse des dépenses

Dans un rapport des comptes nationaux de la santé en République du Congo pour la période 2019-2020, l'équipe technique de la représentation nationale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo a recommandé au gouvernement de maintenir le rythme de progression de ses dépenses en santé en vue de réduire l'extrême pauvreté. « Le Congo, à l'heure actuelle, a un niveau d'allocation de son budget annuel en dépenses de santé qui est plus élevé que celui de nombreux autres pays africains. Il reste néanmoins encore des efforts à fournir pour



La remise du rapport aux officiels / Adiac atteindre la cible d'Abuja », recommande l'OMS.

Page 6

INTERVIEW

« Congo : des arbres et des hommes », une émission de TV5 Monde à ne pas manquer

Page 16



Chloé Nabédian et Sorel Eta

ÉDITORIAL

Vitesse maximale

Page 2

ÉDITORIAL

Vitesse maximale

Les habitants des zones périurbaines de Brazzaville font de plus en plus usage des autobus de la Société de transport public urbain (STPU) qui sont les seuls permettant de gagner à moindre coût les deux extrémités de la capitale congolaise. Aux heures de pointe, particulièrement le matin et le soir, les points de stationnement sont pris d'assaut par les passagers qui attendent impatiemment d'embarquer. La STPU vole la vedette aux minibus et autres moyens de transport en commun.

Les travailleurs, les personnes exerçant dans le petit commerce, les élèves et les étudiants préfèrent emprunter les moyens de la STPU où ils débattent sans réserve des sujets d'actualité. Dans les quartiers comme au centre-ville, ces autobus surnommés « Mal à l'aise » circulent à une vitesse mesurée en raison des embouteillages, des feux de signalisation et autres ralentisseurs, ils roulent cependant à tombeau ouvert sur le viaduc Nord de Brazzaville.

Au mépris de toute règle de prudence, les conducteurs font fi des panneaux de signalisation qui recommandent une vitesse maximale de 80 km à l'entrée et 50 km à la sortie de la bretelle. Ce qui laisse craindre le pire, c'est que ces autobus sillonnent le plus souvent surchargés, faisant courir un risque demeuré à leurs passagers. L'adage n'est pas nouveau : « Mieux vaut prévenir que guérir ! »

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Assemblée constitutive de l'APC France

Le parti politique Action permanente pour le Congo (APC) a tenu son assemblée constitutive, le 23 avril dernier, en vue de la mise en place de sa cellule de Château-Thierry.



L'assemblée constitutive de l'APC à Château-Thierry, France, le 23 avril 2023/DR

Un bureau de six membres a été mis en place à l'issue des assises, dont Kévin Léonce Bantsimba Baouidi a été élu président ; Rodrigue Nzongo, secrétaire chargé des questions politiques ; Blanchard Ngoma, secrétaire chargé des relations extérieures ; Vanessa Claude Mavila Ngakosso, secrétaire

chargée des relations avec les organisations non gouvernementales ; Roland Malonga, secrétaire chargé de l'organisation et Prince Matsounou, secrétaire à la mobilisation.

Rodrigue Malanda Samba, président national de l'APC, qui a participé à cette assemblée en visio-conférence, a encouragé et exhorté les membres du bureau ainsi que les adhérents à se mettre en ordre de bataille pour le bon fonctionnement du parti issu, au demeurant, de la mutation d'une association d'insertion et de réinsertion de jeunes en parti politique à la sortie de la guerre en 1999.

À cette occasion, il a invité les uns et les autres à apporter un soutien indéfectible aux idéaux prônés par le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, quant à la paix, la démocratie et la lutte contre les antivaleurs.

Marie Alfred Ngoma

Apporter un soutien indéfectible aux idéaux prônés par le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, quant à la paix, la démocratie et la lutte contre les antivaleurs

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un accord-cadre pour la formation des acteurs

Le ministère délégué en charge de la Décentralisation et du Développement local a signé, le 22 avril, à Brazzaville, avec l'Institut de formation aux métiers de la ville (IFMV) de France, un accord-cadre de partenariat visant la mise en œuvre des activités de formation aux métiers et de renforcement des capacités des acteurs du développement local.

Conclu par le directeur de cabinet du ministre délégué en charge de la Décentralisation et du Développement local, Antoine Mapangui, et le président de l'IFMV, Brice Arsène Mankou, l'accord a une durée de trois ans renouvelable par tacite reconduction. Le partenariat porte, en effet, sur la mise en place des formations et d'accompagnement des acteurs des collectivités locales. « Les formations retenues par les parties se dérouleront principalement en République du Congo et pourront être délocalisées au sein du réseau des partenaires de l'IFMV avec l'accord des parties concernées. Les coûts liés à la formation sont partagés entre les parties signataires et les frais pédagogiques sont à la charge du ministère délégué de la Décentralisation et du Développement local. Les formations sont réalisées par module, en présentiel ou par visioconférence », précise le document.

En effet, à travers cet accord-cadre qui entre en vigueur à compter de sa date de signature, l'IFMV entend mobiliser ses réseaux de partenaires pour assurer une bonne forma-



Les deux parties après la signature de l'accord/Adiac

tion des acteurs et animateurs des collectivités locales. « Sans formation, la décentralisation est extrêmement compliquée. Cet accord nous lie dans une confiance réciproque pour

faire la formation pour la formation, cela n'a pas de sens. Il faut faire des formations qui vont aller vers des projets-actions pour permettre à la population d'être plus prise en

compte par l'Etat », a expliqué le responsable des formations à l'IFMV, Joëlle Gellert. Le ministre délégué en charge de la Décentralisation et du

La formation est au centre des préoccupations concernant l'implémentation réelle de la décentralisation et l'amélioration de la qualité du secteur public

que nous puissions, à l'IFMV, dispenser des formations actions au plus près des besoins des agents dans les collectivités locales. Nous savons que

et l'amélioration de la qualité du secteur public. Il compte, entre autres, sur le réseau des partenaires étrangers et locaux de l'IFMV dont l'Ecole

notons que la signature de cet accord-cadre est la concrétisation de l'une des recommandations du Forum sur la revitalisation et la redynamisation de la décentralisation, organisé en mars dernier à Brazzaville. Le démarrage du premier module est annoncé pour septembre prochain. « Nous allons mobiliser les cadres, les agents, le personnel des services municipaux qui vont faire partie de la première vague ou promotion de l'accord qui nous lie », a conclu Juste Désiré Mondelé.

Parfait Wilfried Douniama

OSIANE 2023

Des jeunes Congolais initiés aux métiers du numérique

Dans le cadre l'organisation du salon Osiane, à Brazzaville, l'association Pratic et Icann, une société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur internet, ont organisé, du 21 au 22 avril, un hackathon au profit de jeunes étudiants congolais. Ce moment d'initiation a permis aux participants de peaufiner leurs connaissances et proposer des solutions dans le domaine du sauvegarde des données numériques.



Les participants au hackathon/Adiac

Les deux jours de partage d'expérience avaient pour objectif de pousser les jeunes à travailler ensemble autour de la notion de la technologie de l'internet. Le résultat a été axé sur la garantie et la sécurisation du système des données

numériques. A en croire le représentant d'Icann, Yazid Akanho, qui a fait office de mentor de ces jeunes, les participants repartis en groupe ont travaillé en synergie sur le thème retenu et chaque groupe a contribué

à élaborer un résultat commun. Il a estimé que ces jeunes ont vraiment du potentiel et leur créativité mérite d'être accompagnée. Les participants à cet hackathon ont reçu des certificats de participation. Pour eux, ce concours d'initiation

et de partage a été une expérience intéressante et inoubliable. « Nous étions divisés en groupe et chaque groupe avait une tâche précise. Moi et mes amis, par exemple, avons travaillé sur la sauvegarde et la restauration des données car de nos jours, la perte des données est courante, d'où la nécessité de former les jeunes dans ce sens. C'était un moment difficile mais la mission a été accomplie », a expliqué Sarai Bouekassa, une participante. Les membres de l'équipe de supervision de la formation ont, par ailleurs, détaillé que cet hackathon, intitulé Dnsathon Kindns, a regroupé vingt-cinq jeunes et visait à proposer des solutions innovantes dans le domaine de la gestion des données numériques. « Nous utilisons internet mais peu de gens connaissent le business

ou les attaques qui se cachent derrière cet univers. Cette formation a éclairé la lanterne des jeunes sur les atouts et les inconvénients de l'internet », a indiqué Danielle Ouanounga, manager de l'hackathon.

Notons que la septième édition du salon international des technologies de l'information et de l'innovation (Osiane) va se dérouler du 25 au 28 avril, à Brazzaville. Il est organisé, chaque année, par la plateforme Pratic dirigée par Luc Missidimbazi. Elle est baptisée «Kumissa» et se veut être le rendez-vous incontournable des acteurs des technologies de l'information et de l'innovation de l'Afrique centrale et d'ailleurs, en offrant aux participants une panoplie d'activités : conférences, ateliers, formations, challenges, expositions, pitches...

Rude Ngoma



Fonds des Nations Unies pour la Population
Représentation en République du Congo

AVIS DE CONSULTATION

Intitulé du poste : Consultant (e) Spécialiste en Ressources Humaines

Nombre de postes : 1

Niveau (Grade) : Selon la grille en vigueur du Système des Nations Unies au Congo, Individual Contract SB

Consultation : n° 001

Localité : Brazzaville

Temps plein/partiel : Temps plein

Durée déterminée/temporaire : Temporaire / 4 mois

Date limite de dépôt : 26 avril 2023 à 17 heures

1. Contexte et justification :

L'UNFPA est l'agence directrice de l'ONU pour la réalisation d'un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger, et le potentiel de chaque jeune est accompli. Le plan stratégique de l'UNFPA (2022-2025) réaffirme la pertinence de l'orientation stratégique actuelle de l'UNFPA et met l'accent sur trois résultats transformateurs : (i) mettre fin aux décès maternels évitables ; (ii) mettre fin aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale ; et (iii) mettre fin aux violences basées sur le genre et aux autres pratiques néfastes. Ces résultats reflètent nos engagements stratégiques visant à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de la CIPD et des ODD au cours de la décennie d'action menant à 2030. Notre plan stratégique appelle les États membres de l'ONU, les organisations et les individus à « mieux avancer », tout en s'attaquant aux impacts négatifs de la pandémie de Covid-19 sur l'accès des femmes et des filles à la santé sexuelle et reproductive et aux droits reproductifs, à récupérer les gains perdus et à réaliser nos objectifs.

Dans un monde où les droits humains fondamentaux sont menacés, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a besoin d'un personnel de bonne éthique et de principes, qui incarne les normes et standards internationaux, et qui les défendra avec courage et conviction.

L'UNFPA recherche des candidats qui transforment, inspirent et produisent des résultats durables et à fort impact ; nous avons besoin d'un personnel transparent, exceptionnel dans la gestion des ressources qui leur sont confiées et qui s'engagent à atteindre l'excellence dans les résultats de programme.

Pour renforcer son unité Opérations, la Représentation du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) en République du Congo procède au recrutement d'un(e) consultant(e), Spécialiste en Ressources Humaines.

2. Objectifs de cette consultation :

Sous la supervision générale de la Directrice des opérations, le/la Consultant(e) Spécialiste en Ressources Humaines fournira les services de ressources humaines au Bureau Pays de l'UNFPA au Congo.

Il/elle fournira des services de qualité en matière de ressources humaines aux clients internes et externes par la maîtrise de toute la réglementation, du processus et des procédures appropriées. Il/elle prendra une approche orientée vers le client et axée sur les résultats pour interpréter les règlements, les procédures et les directives dans les services du Représentant Résident, en fournissant un appui et une assistance au Programme et aux projets appuyés par les bureaux-pays et l'UNFPA.

Le (la) Consultant(e) Spécialiste en Ressources Humaines aura pour responsabilités de :

A. Tâches générales

- Gérer le processus de recrutement et de sélection en appliquant les outils et mécanismes des meilleures pratiques en matière de ressources humaines, conseiller et informer le personnel de l'UNFPA sur les différents types de modalités contractuelles, coordonner le processus d'évaluation des performances et donner des conseils sur les questions de performance :

i. Mettre à jour et faire le suivi régulier du planning de recrutement du personnel de l'UNFPA, des consultants individuels, et des stagiaires ;

ii. Mettre à jour et faire le suivi régulier de la base de données des consultants et stagiaires de l'UNFPA ;

iii. Préparer l'émission et le suivi des contrats de consultance et stage pour le bureau (y compris l'enregistrement des réquisitions y relatives) ;

iv. Aider à la surveillance de la conformité et des délais relatifs au cycle de gestion de la performance et des carrières (CPM/PAD) ;

v. Créer un outil de suivi pour surveiller l'expiration des contrats du personnel (compris les consultants et stagiaires).

- Adapter les processus et les procédures, anticiper et gérer les besoins opérationnels des programmes et des projets en termes de personnel et de sous-traitance afin de faciliter la mise en œuvre des activités de l'UNFPA :

vi. Créer un référentiel de toutes les politiques et processus RH, des descriptions de poste (JD) approuvés, des recrutements et des affectations, etc.

vii. Contribuer à l'élaboration de procédures opérationnelles standards (SOP) et de checklists pour les processus de ressources humaines, les recrutements, les consultations, etc.

viii. Assurer le suivi des congés du personnel du bureau et contribuer à la gestion des présences et des congés ;

ix. Travailler en étroite collaboration avec l'assistant administratif pour faciliter l'obtention des visas/permis de travail/UNLP pour le personnel de l'UNFPA ;

x. Mettre à jour les fichiers des Ressources Humaines sur Google Drive dans les dossiers RH y afférents ;

xi. Maintenir des dossiers précis et à jour sur le statut du personnel, de manière confidentielle et sécurisée (système de classement et d'archivage y compris électronique).

- Mettre en œuvre des systèmes et des applications d'entreprise à l'appui de la gestion des ressources humaines, créer des systèmes et des mécanismes pour une gestion efficace des ressources du FNUAP, et conseiller et former le personnel de l'UNFPA :

xii. Assurer la liaison avec l'UNDSS pour les séances d'information sur la sécurité, la délivrance et le renouvellement des cartes UNID ;

xiii. Fournir des conseils au personnel sur tous les aspects liés au RH, aux règles et règlements administratifs du personnel de l'UN/UNFPA ;

xiv. Créer un plan de formation pour tout le personnel et une base de données de formation basée sur les résultats du développement professionnel du personnel dans leur CPM (PAD) individuel ;

xv. Contrôler et suivre les formations obligatoires (PSEA, Anti-Fraude, BSAFE, etc.) pour l'ensemble du personnel et remplir la liste de vérification des certifications ;

- Participer activement aux réunions du groupe de travail des RH inter agences pour veiller à ce que les intérêts de l'UNFPA soient pris en compte dans les activités du système commun relatives aux services RH communs dans le cadre du BOS, aux privilèges et immunités, aux droits et aux enquêtes salariales, etc.

- Effectuer toute autre activité qui peut lui être confiée de temps à autre pour assurer le succès de l'équipe de travail.

B. Livrables

- Rapports mensuels contenant les informations pertinentes en lien avec les attributions en gestion des ressources humaines déclinées ci-dessus au point « A. Tâches générales » ;

- Rapport de fin de consultance synthétisant les résultats obtenus, les gaps observés ainsi que la formulation des recommandations pour l'amélioration des politiques et procédures de gestion des ressources humaines.

3. Qualifications et expériences requises :

Education

- Un diplôme de fin d'études secondaires ou une formation équivalente est exigé. Un diplôme universitaire de premier niveau est souhaitable.

Expérience

- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans ou plus dans un poste similaire en ressources humaines au sein d'un gouvernement, d'une organisation de la société civile (OSC), d'une organisation intergouvernementale (OIG) ou d'une ONG ;

- Compétences organisationnelles démontrées, notamment pour travailler dans des délais serrés et avec des priorités concurrentes, capacité à établir des priorités de manière efficace et à organiser son temps.

Connaissances informatiques :

- Avoir une bonne connaissance des logiciels de bureautique (Word, Excel, PowerPoint,) et de gestion de base de données (Access).

- Avoir de l'expérience avec un outil de gestion ERP, plus particulièrement avec le module RH d'un ERP.

Langues

- Excellente connaissance de la langue française (expression orale et écrite) ;

- Bonne connaissance de l'anglais surtout écrit ;

- Connaissance orale des langues nationales (Lingala et Kituba) sera un atout.

4. Compétences corporatives

- Intégrité / Engagement au mandat des Nations Unies en général et de l'UNFPA en particulier ; Culture de développement / renforcement des compétences / formation continue ; Capacités de communication des idées, partage des connaissances, orientation vers les résultats, engagement pour l'excellence, pensée stratégique et analytique ;

- Être capable de prendre des décisions justes, transparentes et expéditives à la lumière de l'information disponible et faire preuve d'une excellente moralité ;

- Avoir une bonne capacité à travailler en équipe, à communiquer, à dégager les situations des conflits et réorienter les énergies vers des solutions mutuellement constructives ;

- Être capable de travailler sous pression et à former ses collègues, avoir une capacité pragmatique à innover, à traduire les buts stratégiques de l'UNFPA en plans et en actions.

5.- Dossier de candidature

- Composition :

- Demande non manuscrite adressée à Monsieur le Représentant Résident de l'UNFPA ;

- Curriculum vitae daté de moins d'un (1) mois et formulaire P 11 (à retirer à l'UNFPA) ;

- Copies de diplômes, certificats et attestations de travail (ne pas joindre les originaux) ;

- Référence professionnelle de trois (3) personnes et leurs coordonnées ;

- Vos dossiers doivent être envoyés/déposés à l'UNFPA du lundi au jeudi de 8h00 à 17h00 et le vendredi de 8 h00 à 14 h00 sous pli fermé avec les mentions :

Monsieur le Représentant Résident de l'UNFPA Congo

Rue Crampel (en face de la BDEAC)

Brazzaville - Congo

Candidature au Poste de Consultant Spécialiste en Ressources Humaines

Avertissement :

L'UNFPA n'exige pas de frais de candidature, de traitement de dossier, de formation, d'entretien, d'examen ou d'autres frais en rapport avec le processus de candidature ou de recrutement. Les annonces, lettres ou offres frauduleuses peuvent être apportées à la hotline de fraude de l'UNFPA : <http://www.unfpa.org/help/hotline.cfm>.

Fait à Brazzaville, le 19 avril 2023

Victor A. RAKOTO

Représentant Résident de l'UNFPA au Congo

RGPH-5

Le dénombrement principal débute ce mardi

Le coup d'envoi du dénombrement principal du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5) a été donné, le 24 avril, à Brazzaville, par la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, en présence des principaux partenaires du projet.

« À compter de ce 25 avril 2023 s'ouvre officiellement le dénombrement principal de la population consistant à compter et à recueillir diverses données sur chaque personne présente au Congo, ses conditions de logement et sur les infrastructures existantes », a déclaré Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

En effet, l'objectif général du RGPH-5 est de disposer d'informations actualisées sur l'effectif global de la population, ainsi que ses caractéristiques démographiques et économiques. Aussi, les résultats de ce recensement déboucheront sur une cartographie géo-référencée des localités et des infrastructures de base pour les besoins d'aménagement du territoire ainsi que de suivi de la politique de décentralisation. Son aboutissement permettra également de posséder une base de sondage exhaustive d'unités aréolaires pour les enquêtes futures et la mise en place d'un système d'information.

« Après les activités préparatoires en 2017, la phase pilote (cartographie et dénombrement pilotes) en 2018 ; la cartographie censitaire en 2020 ; enfin, le dénombrement principal intervient en 2023 précédé de la mise à jour de la cartographie censitaire. Le commencement d'une étape décisive. J'invite donc la population ainsi que tous les partenaires à adhérer pleinement à cette opération en vue de

sa bonne réussite », a précisé la ministre en charge de la Statistique, ajoutant que l'enquête démographique répond aux normes et standards internationaux.

Le gouvernement congolais bénéficie, pour cela, de l'appui de la Banque mondiale (BM), à travers le Projet de renforcement des capacités en statistiques, et du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap). Selon la représentante résidente de la BM au Congo, Korotoumou Ouattara, le dénombrement principal est une opération capitale qui permettra de fournir des indicateurs démographiques et socio-économiques aux décideurs et planificateurs pour l'élaboration des plans et stratégies de développement économique...

Dans cet élan, Korotoumou Ouattara a sollicité du personnel impliqué dans le processus la responsabilité et la rigueur pour assurer le succès de cette opération et garantir la qualité des informations précieuses qui seront collectées. « Je nous exhorte à ouvrir nos portes au recensement », a-t-elle lancé.

Le représentant résident du Fnuap, Victor Rakoto, s'est réjoui du lancement de l'opération qui aidera le Congo à disposer des données fiables et récentes pour une meilleure prise de décision, une planification de développement et pour conduire au mieux la mise en œuvre du Plan national de développement ainsi que



La ministre du Plan répondant aux journalistes/Adiac

des différents politiques et programmes sectoriels.

Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas confiante sur le succès de l'opération

La ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Ghislaine Olga Ebouka-Babackas, était face à la presse, le 22 avril, à Brazzaville, pour expliquer l'enjeu du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5). Elle a, en effet, été interrogée sur le financement et la disponibilité du résultat officiel de cette grande enquête démographique.

Pour le déroulement du dénombrement principal, la ministre du Plan a fait savoir que l'État congolais a mobilisé d'importants moyens humains, matériel et financier. Au moins 33 coordinateurs départementaux, 284 superviseurs, 1 400 contrôleurs et 6 700 agents recenseurs vont

être déployés sur le terrain pour cette phase cruciale de l'enquête statistique.

En ce qui concerne les moyens techniques, a-t-elle poursuivi, le gouvernement a mis à disposition 9000 tablettes numériques, 239 GPS et des serveurs. Un dispositif d'assurance qualité avec des outils de surveillance est prévu, grâce au soutien du Fonds des Nations unies pour la population. Le résultat du RGPH-5 devra aboutir sur une cartographie géo-référencée des localités et des infrastructures de base pour les projets socioéconomiques.

« Les données que nous aurons vont contribuer à la mise à jour des connaissances sur la composition, la répartition et les besoins de la population, de même qu'au suivi de l'agenda 2030 des Nations unies relatif aux Objectifs de développement durable et celui de 2063 de l'Union africaine. Elles serviront aussi au

suivi de la mise en œuvre des plans stratégiques de développement, à l'instar du Plan national de développement 2022-2026 », a déclaré Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Au sujet de l'échéance de la publication de l'enquête, la ministre de la Statistique a indiqué que le résultat officiel pourrait être disponible avant la fin de l'année. Il faut savoir qu'après la phase de dénombrement, l'équipe de coordination de l'Institut national de la statistique procédera à la cartographie post-censitaire et à l'analyse des données.

Elle a, enfin, conclu que le RGPH-5 constitue un challenge pour le gouvernement, après les quatre premiers recensements de 1974, 1984, 1996 et 2007. La dernière opération de 2007 avait donné une population estimée à 3 697 490 habitants.

Fiacre Kombo

PANAFGEO2

Les participants visent la création d'une plateforme d'échanges

Débuté le 10 avril dernier, à Brazzaville, le deuxième module du programme sur la gestion de l'information géoscientifique, PanafGeo2, s'est achevé le week-end sur fond de recommandations.

Au terme de onze jours de travaux en commission et en plénière, qui leur ont permis de renforcer leurs capacités professionnelles en matière de gestion de l'information géoscientifique, les dix-huit participants au PanafGeo2 ont adopté quelques recommandations.

A l'endroit des organisateurs, ils ont plaidé pour que la durée de la formation soit rehaussée afin de leur permettre de bien assimiler les notions et thématiques abordées ; pour la mise en place d'une plateforme d'échanges en vue de créer un contact continu et le partage d'expériences entre les formateurs ainsi que les stagiaires.

A l'égard des dirigeants et responsables des différents



Les stagiaires au PanafGeo 2 à la clôture de la formation/Adiac

services géologiques africains et administration en charge du secteur minier, par contre, les stagiaires ont recommandé d'accompagner la mise en pratique des connaissances ainsi que la création d'une plateforme

d'échanges d'informations géoscientifiques entre les services géologiques publics afin de pérenniser l'expérience acquise.

Clôture des travaux, le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie minière et de la

Géologie, a salué la bonne tenue de ce module de formation qui a réuni les cadres miniers venus de neuf pays d'Afrique francophone.

« Nous voici arrivés au terme de la formation sur la gestion de l'information

géoscientifique. Onze jours durant, je suis confiant que vous vous êtes appropriés la quasi-totalité des thématiques débattues ainsi que les pratiques d'usage en matière de gestion de l'information minière. Que l'Union africaine, l'Union européenne et les services géologiques européens et africains trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude », a indiqué Pierre Oba.

Pour le Congo, la formation reçue permettra aux experts miniers de constituer une base de données fiable qui permettrait aux investisseurs de s'imprégner du taux, de la qualité ainsi que de la quantité des mines que regorge son sous-sol.

Firmin Oyé

SANTÉ

L'OMS Congo veut un mécanisme de financement innovant

Les travaux de la quatrième édition de la présentation du rapport des comptes nationaux de la santé, au titre des années 2019-2020, visant à mettre en exergue les avancées réalisées en matière de financement de la santé et donner une appréciation de l'impact des politiques mises en œuvre sur l'amélioration de ses financements se sont tenues le 24 avril, à Brazzaville, sous la direction du ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, en présence de plusieurs membres du gouvernement ainsi que des représentants du système des Nations unies au Congo.

Ces dernières années, le Congo a mobilisé auprès des partenaires techniques et financiers d'importantes ressources financières destinées à améliorer, à brève échéance, les indicateurs de santé. A ce propos, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande que ces partenariats s'étendent et se densifient aux mécanismes de financement innovants, de sorte à contribuer, entre autres, à la réduction des paiements directs des ménages et de les mettre ainsi en dernier de la liste des bailleurs de fonds. C'est ce qui ressort des recommandations après la présentation du rapport des comptes nationaux de la santé pour la période 2019-2020.

Le représentant résident de l'OMS au Congo, Lucien Alexis Manga, a précisé que l'équipe technique de cette agence a analysé le contenu du rapport des comptes nationaux de la santé pour la période 2019-2020. Elle a fait les recommandations suivantes : le gouvernement devrait maintenir le rythme de progression de ses dépenses en santé, comme stratégie délibérée qui permettrait de réduire l'extrême pauvreté et favoriserait un développement humain accéléré ; le Congo, à l'heure actuelle, a un



niveau d'allocation de son budget annuel aux dépenses de santé qui est le plus élevé que celui de nombreux autres pays africains. « Il reste néanmoins encore des efforts à fournir pour atteindre la cible d'Abuja », a commenté Lucien Alexis Manga.

Le système de santé congolais, a expliqué le ministre Gilbert Mokoki, a connu une série de réformes durant ces dernières années, notamment par la mise en place depuis 2002 de la couverture médicale de base, visant à améliorer l'accès de la population au service de soins de santé de qualité, efficace sans que leurs coûts n'entraînent des difficultés financières aux usagers. Cepen-

dant, a-t-il indiqué, assurer un financement pérenne et efficace de santé demeure une préoccupation majeure du gouvernement. L'évaluation systématique des différentes politiques mises en place et l'analyse de leurs impacts sur la question financière des citoyens offrent une opportunité pour appréhender les limites du système de financement et identifier les champs d'actions afin d'améliorer sa performance. Une augmentation du ratio de la dépense totale de santé par habitant

Concernant les résultats, au ni-

veau de l'évolution de la dépense totale de santé, le constat est que le ratio de la dépense totale de santé par habitant est égal à 70 dollars en 2020 et 625 dollars en 2019, soit une augmentation de près d'un quart. Le ratio par tête d'habitant se rapproche des 86 dollars prévus, selon la norme attendue. Cette progression témoigne des efforts que le gouvernement a dû consentir en matière de dépense de santé, ce qui représente 4,9% en 2020 contre 2,59% en 2019 du produit intérieur brut. Lorsque l'on regarde le taux d'allocation budgétaire et le

taux de décaissement entre 2019 à 2020, le graphique montre que le taux moyen d'exécution en faveur de la santé est de 68% entre 2016 et 2020. Il y a une baisse enregistrée du taux d'exécution en 2018 de dix-sept points de pourcentage et l'on observe une augmentation tendancielle sans précédent atteignant 124% (...). En définitive, en ce qui concerne les résultats d'analyse de santé, l'on relève que les principales sources de financement, à savoir le gouvernement, les ménages et les bailleurs, l'effort du gouvernement est constant, mais il y a eu des années où les ménages ont fait plus. Les dépenses du gouvernement et des ménages prennent le dessus sur celle des bailleurs depuis 2012. L'on note que depuis 2016, les ménages supportaient la part la plus importante des dépenses de santé. En 2020, suite à l'effort de la pandémie, les dépenses des ménages avaient baissées au profit de celles du gouvernement qui avait fourni beaucoup d'efforts dans la mobilisation des fonds pour faire face aux pandémies, notamment Ebola et la covid-19.

Guillaume Ondze

BANDITISME

Des malfrats arrêtés dans la Likouala

Une opération musclée conduite par le préfet de la Likouala, Jean-Jacques Mouanda, avec l'appui de la force publique et de la gendarmerie nationale, a permis de dénicher un réseau de bandits de grand chemin qui ont démobilité les engins des travaux publics de la société Techno, opérant dans ce département.

L'acte de sabotage a non seulement paralysé les engins mais surtout occasionné l'arrêt des travaux d'aménagement des voies d'accès dans les districts d'Epéna, d'Enyelé, de Dongou et d'autres localités du département lancés par le préfet, sur instruction du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

Sept jours ont suffi aux forces de l'ordre pour mettre la main sur ce réseau, du reste bien organisé, composé de plusieurs jeunes du département, en complicité avec des sujets de la République démocratique du Congo. Ces derniers s'approprièrent, d'ailleurs, à travers de l'autre côté du fleuve Congo avec des batteries de Bulldozer et d'autres accessoires des engins désossés. Ces malfrats et leurs complices ont été conduits dans la ville d'Impfondo pour des besoins d'enquête, avant de les mettre à la disposition de la justice.

Notons que cet acte n'a pas pour autant découragé le préfet qui a instruit la société Techno de poursuivre les travaux.

Jean Jacques Koubemba

EDUCATION

Un système d'information pour améliorer la gouvernance de l'école

Le Système d'information de gestion de l'éducation (Sige), qui vise à renforcer la numérisation du système éducatif en créant une sphère de traçabilité, a été présenté par le directeur des systèmes d'information et de la communication du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Arsène Bouckita, le 22 avril, à Brazzaville.

Les efforts de digitalisation de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation se poursuivent avec la mise en place du Sige. Le 22 avril, à Brazzaville, les directeurs départementaux de l'enseignement général, les proviseurs, les inspecteurs et autres acteurs de la communauté éducative se sont imprégnés du mode de fonctionnement de ce système numérisé.

« Nous avons présenté les avantages qu'offre ce système, notamment la digitalisation d'un certain nombre d'opérations dans la gestion de l'école : les inscriptions, les transferts des élèves d'un établissement à un autre ou d'un département à un autre, la

production des bulletins de note... », a expliqué le directeur des systèmes d'information et de la communication du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Arsène Bouckita, qui a présenté les modalités de fonctionnement du Sige.

Pour sa part, la directrice de cabinet du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Régine Tchicaya-Oboa, a expliqué les objectifs du Sige. « Créer le fichier général des élèves de l'enseignement général ; favoriser la traçabilité en créant un numéro d'identification unique pour chaque élève », a-t-elle fait savoir, en évoquant la synergie digitali-

sée dans laquelle l'ensemble des structures sous tutelle de ce ministère vont désormais évoluer grâce à ce dispositif.

Aussi, le Sige facilitera la gestion et la production des statistiques qui vont aider à la prise de décision. A travers ce dispositif, les parents pourront facilement accéder aux informations scolaires de leurs enfants.

Il convient de souligner que la société de téléphonie mobile MTN est impliquée aux côtés du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation concernant le Sige. Un partenariat qui entre dans le cadre de sa responsabilité sociale.

Rominique Makaya

ACTION SOCIALE

Rotary club Brazzaville Telema à la rescousse de l'école publique de la poudrière

L'établissement primaire situé dans l'arrondissement 4, Moungali, est désormais doté d'un bloc sanitaire et d'adduction d'eau potable, grâce à l'élan social de Rotary club Brazzaville Telema. Le don a été remis aux bénéficiaires, le 24 avril, en présence du maire, Bernard Batantou.

La communauté de Rotary club Brazzaville Telema a pris en charge la réhabilitation du bloc sanitaire composé de toilettes modernes et de l'installation d'une adduction d'eau potable. Ce don au profit des enfants de l'école de la Poudrière, d'après le président du Rotary club Brazzaville Telema, Vulgis Libérat Gbaguibi, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des actions inscrites dans le programme de la communauté pour la période 2022-2023.

« La réalisation de cette action, qui a commencé en 2020 par la distribution de kits scolaires et qui se poursuit en ce jour par la remise du don du bloc de toilettes et l'installation d'eau potable, permet à près de 350 écoliers et à près d'une dizaine d'enseignants d'assainir un tant soit peu leur cadre d'études et de travail », a indiqué Vulgis Libérat



Le bloc sanitaire Adiac

Gbaguibi, ajoutant que ce don correspond aux sept axes stratégiques définis par Rotary in-

ternational depuis 2010. Ces axes stratégiques visant à renforcer le développement

de la population à la base concernent notamment l'accès à l'eau potable et à l'environ-

nement sain. Cette action, qui constitue le projet phare de Rotary club Brazzaville Telema, est la première phase des travaux engagés avec le soutien du District 9150 dont dépend ce club.

Une soirée de collecte de fonds est prévue pour le 30 juin prochain, afin de commencer la deuxième phase qui sera la construction d'une clôture autour de l'école contre le vandalisme. « C'est ici le lieu de lancer un appel à toutes les entreprises et personnes de bonne volonté de nous accompagner dans ce projet pour donner à ces futurs cadres de notre pays un environnement d'études sain », a lancé le président du club.

Outre la remise du don à l'établissement, Rotary club Brazzaville Telema a aussi offert des cadeaux aux premiers élèves de chaque classe.

Fiacre Kombo

SANTÉ

L'Afrique doit vacciner 33 millions d'enfants

Environ 33 millions d'enfants devront être vaccinés en Afrique entre 2023 et 2025 pour que le continent soit en mesure d'atteindre les objectifs mondiaux de vaccination pour 2030, notamment la réduction de la morbidité et de la mortalité dues aux maladies évitables par la vaccination, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les répercussions de la pandémie de covid-19 sur les services de vaccination de routine ont fait augmenter le nombre d'enfants « zéro dose » et sous-vaccinés, soit une hausse de 16% entre 2019 et 2021 qui porte à environ 33 millions le total cumulé de ces enfants. Ce qui représente près de la moitié du nombre mondial, d'après les estimations de l'OMS et de l'Unicef. « La pandémie a fortement ralenti les efforts de vaccination dans la région, ce qui rend des millions d'enfants vulnérables à des maladies évitables par la vaccination, qui peuvent provoquer des formes graves et même entraîner la mort », a déclaré la directrice régionale de l'OMS pour

l'Afrique, Matshidiso Moeti. « Alors que les pays s'efforcent de sortir de la période sombre causée par la covid-19, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre davantage de terrain sur les maladies. Tout doit être mis en œuvre pour que chaque enfant ait accès aux vaccins essentiels », a-t-elle poursuivi.

Une volonté politique renouvelée

En l'absence d'une volonté politique renouvelée et d'une intensification des efforts par les gouvernements, la couverture vaccinale en Afrique ne reviendra pas à ses niveaux de la période pré-pandémique avant 2027, estime-t-on. La Semaine africaine de la vaccination

et la Semaine mondiale de la vaccination ont lieu, du 24 au 30 avril, sur le thème « Le grand rattrapage ». Cette initiative de l'OMS vise à intensifier les efforts en vue d'atteindre les enfants qui n'ont pas bénéficié de la vaccination, de restaurer et de renforcer les programmes de vaccination de routine. La campagne « Le grand rattrapage » s'appuie sur les efforts déployés pour atteindre les objectifs du Programme pour la vaccination à l'horizon 2030, une stratégie approuvée par les pays lors de l'Assemblée mondiale de la santé de l'OMS, en 2020, et destinée à réduire la mortalité ainsi que la morbidité dues aux maladies évitables par la vaccination, à garantir un accès

équitable aux vaccins et à renforcer la vaccination dans le cadre des soins de santé primaires.

Dix pays africains prioritaires

Pour élargir la couverture et protéger les enfants, l'OMS et les partenaires vont apporter leur appui à dix pays africains prioritaires, pour les aider à rattraper leur retard en soutenant des efforts de rattrapage et le rétablissement de la vaccination, tout en répondant aux besoins spécifiques de chaque enfant, ceux qui sont dans des situations de fragilité et de conflit. Afin de compenser les perturbations causées par la pandémie, les pays ont consenti des efforts pour rétablir les services

de santé. La baisse des niveaux de vaccination a entraîné une recrudescence des épidémies de maladies évitables par la vaccination telles que la rougeole, la méningite, la diphtérie, la poliomyélite et la fièvre jaune. « L'ambition de faire en sorte que chaque enfant ait accès aux vaccins essentiels d'ici à 2030 reste à notre portée si nous agissons dès à présent », a indiqué Matshidiso Moeti. « Il est temps pour nous de renouveler notre engagement à concrétiser cette ambition et de travailler ensemble pour rétablir et renforcer les services de vaccination essentiels et sauver la vie de millions d'enfants », a-t-elle exhorté.

Noël Ndong

Ecobank Transnational Incorporated

35^{ème} Assemblée Générale Ordinaire suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire

AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués à la trente-cinquième Assemblée Générale Ordinaire de la Société Ecobank Transnational Incorporated (ETI), suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire **le mercredi 17 mai 2023 à 10h30 GMT à la Salle de Conférence du Centre Panafricain Ecobank, 2365, Boulevard du Mono, Lomé, Togo**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

I – Au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des Comptes
2. Affectation du Résultat
3. Renouvellement des mandats d'Administrateurs
4. Ratification de la cooptation d'un Administrateur

II – Au titre de l'Assemblée Générale Extraordinaire

1. Levée de fonds

Tout actionnaire peut personnellement assister à ces Assemblées ou s'y faire représenter.

La documentation relative aux Assemblées Générales est disponible pour consultation au Siège de la Société à l'adresse ci-dessus et sur le site Internet de la Société (www.ecobank.com), à partir de la date du présent avis.

Les actionnaires ont la possibilité de soumettre leurs questions à l'avance en envoyant un email à **AGM@ecobank.com**.

Lomé, le 20 avril 2023

Pour le Conseil d'Administration et P.O.,



Madibinet Cissé
Secrétaire Général

JOURNÉE CENTRAFRICAINE

Les amis de la République centrafricaine renouent avec la tradition

À quelques mois de son dixième anniversaire, l'association Les amis de la République centrafricaine (ARC) a organisé, le 22 avril à la Maison des associations du XVIII^e arrondissement parisien, une réunion publique sur deux thèmes : « 64 ans après Barthélemy Boganda : penser la République centrafricaine » et « De la résistance à l'émancipation, parlons-en ! ». Une rencontre qui a permis de renouer avec l'actualité socio-politique de la Centrafrique à l'image de la conférence-débat déjà organisée il y a quatre ans.

En 2018, sur le thème « La République centrafricaine à la croisée des chemins », les intervenants à la rencontre avaient démontré que le pays était à une bifurcation et qu'il fallait choisir la bonne voie, le bon chemin, la bonne stratégie de développement.

Pour l'ARC, aujourd'hui, en 2023, force est de constater que la Centrafrique en est au même point en ce qui concerne l'insécurité, la pauvreté, la misère et le sous-développement. Dès lors, des voix s'élèvent pour protester, revendiquer et combattre l'avènement d'un diktat. D'où l'idée de « penser la République centrafricaine ».

Sous la modération d'Augustin Codja, il a été question d'évoquer différentes pistes ; non pas de soigner et de guérir, mais de se projeter vers l'avenir, de prospecter le futur.

De ce fait, pour un des intervenants, Prosper Indo, il faut structurer la réflexion de la manière suivante : « Penser l'unité nationale » et « Penser la renaissance ».

« Penser l'unité nationale », c'est partir du constat que la Répu-



La séance de travail du 22 avril 2023, Maison des associations, Paris 18^e / Marie Alfred Ngoma

blique centrafricaine est arrivée à un moment où il faut rassembler et non plus diviser. L'union nationale consiste ici à mettre en avant les intérêts du peuple, c'est-à-dire à faire collaborer les paysans (cultivateurs, éleveurs et pêcheurs), les artisans, les petits fonctionnaires et les cadres supérieurs du public et du privé, sur la base de principes d'équité et de dignité, pour un égal accès à l'instruction, à la santé, à l'habitat, aux transports, à l'alimentation, à la culture et aux loisirs.

« Pour cela, le pays ne peut

plus se permettre d'entretenir soixante-huit partis politiques, aussi microscopiques les uns que les autres », a-t-il indiqué.

Créer un vaste rassemblement démocratique

Prosper Indo a estimé que le moment était venu de créer un vaste rassemblement démocratique et populaire au sein d'un grand parti politique, animé du seul souci de l'émancipation sociale de l'Afrique noire – d'aucuns diront « socialiste ».

« Penser la renaissance », par définition, renaître c'est naître à nouveau ; une sorte de résurrection. Pour la Centrafrique, cela revient à effacer les traces des derniers événements traumatiques qui ont bouleversé la vie de la population. Il s'agit de lui redonner de l'espoir et de la confiance dans l'avenir. Pour ce faire, il faut cultiver quatre projets : deux projets intégrateurs et deux projets fédérateurs.

En grandes lignes, il a présenté la mise en place d'un revenu d'existence tout au long de la vie

qui vise à partager les rentes minières entre tous les citoyens ; la création d'une Caisse nationale des dépôts et consignations, sur le principe du « matching » où, en face de la contribution volontaire des Centrafricains de la diaspora fondée sur le montant du seuil mondial de pauvreté (1,20 par jour par personne), l'État s'engage à participer à hauteur du double, afin de permettre à ceux qui veulent rentrer au pays de s'installer ; la création d'un consortium de chemin de fer reliant Bangui aux océans (Atlantique et Indien) afin de rompre l'enclavement du pays ; la création d'un institut national de la langue sango, permettant à celle-ci de devenir la langue officielle et de travail du pays, aussi bien dans l'administration que dans l'enseignement et à l'international.

À l'issue de la conférence-débat, l'ARC a conclu en promettant d'être à chaque fois un espace ouvert pour des ateliers partagés à la recherche en faveur du bien-être des Centrafricains et de la population de la sous-région du bassin du Congo.

Marie Alfred Ngoma



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Eni inaugure le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique avec la République du Congo et l'Onudi

Le Centre d'excellence d'Oyo est une étape importante dans l'engagement d'Eni à stimuler la transition énergétique du pays et tire parti du partenariat public-privé entre Eni, la République du Congo et l'Onudi.

Oyo (République du Congo), 23 avril 2023 - Eni a inauguré aujourd'hui le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, en République du Congo. L'événement s'est déroulé en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, du représentant de l'Onudi pour la République centrafricaine, Raymond Tavares, et du président directeur général d'Eni, Claudio Descalzi. Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso ; le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua ; le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso ; et la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Édith Emmanuel, ont également pris part à l'événement.

Le Centre Oyo s'appuie sur l'accord signé par Eni avec la République du Congo en 2016 pour valoriser les sources d'énergie du pays, tout en favorisant le développement social et économique.

Doté de technologies et d'installations de pointe, dont six laboratoires, une salle de conférence, plusieurs salles de réunion et un laboratoire en plein air, le Centre accueillera des chercheurs de la République du Congo, d'autres pays africains et du monde entier. Ses études seront axées sur les énergies renouvelables, les biomasses et les solutions de valorisation énergétique des déchets, contribuant au nexus énergie-eau-alimentation qui est fondamental pour le développement économique, environnemental et social.

Son ambition est d'apporter des solutions innovantes à l'Afrique centrale, en devenant un point de référence clé pour la transition énergétique dans la région.

Pour atteindre cet objectif important, la République du Congo, Eni et l'Onudi

collaboreront à l'opérationnalisation du Centre à travers un plan stratégique quinquennal, défini également grâce au soutien du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, visant à créer des synergies avec d'autres partenaires potentiels et à l'inclure dans le Réseau mondial des Centres régionaux pour l'énergie durable.

La cérémonie d'aujourd'hui marque également la remise officielle du Centre au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique. Eni continuera à soutenir l'initiative par le biais d'une assistance technique et d'un financement important.

Eni est présente au Congo depuis plus de cinquante ans. À ce jour, elle est la seule entreprise à s'être engagée à développer les vastes ressources gazières du pays. Elle fournit également du gaz à la Centrale électrique du Congo, qui assure 70 % de la production d'électricité du pays. En outre, la société développe des initiatives de production de matières premières agricoles destinées au bioraffinage et n'entrant pas en concurrence avec la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Contacts de l'entreprise:

Press office: Tel +39.0252031875 – +39.0659822030

Shareholders' freephone number (from Italy): 800940924

Shareholders' freephone number (from abroad): + 80011223456

Switchboard: +39.0659821

ufficio.stampa@eni.com

segreteria.societaria.azionisti@eni.com

investor.relations@eni.com

Website: <http://www.eni.com/>

Filiale Congo : Communication Externe de Eni Congo

Tel: +242 05-314-01-65 / +242 05-800-61-10

Email : Communication.Externe.enicongo@eni.com

SOUDAN

Le pape François appelle à la fin des combats

Le pape François a appelé, le 23 avril, à la fin des combats au Soudan ainsi qu'à la reprise des pourparlers, suite au déclenchement de la violence entre l'armée soudanaise, dirigée par le général Abdel-Fattah Burhan, et le groupe paramilitaire des Forces de soutien rapide, dirigé par le général Mohammed Hamdan Daglo, depuis le 15 avril.

« Hier, c'était la Journée mondiale de la terre, je souhaite que les efforts pour prendre soin de la création soient toujours accompagnés d'une solidarité efficace envers les plus pauvres. Malheureusement, la situation au Soudan reste grave, je renouvelle donc mon appel pour que la violence cesse au plus vite et que le chemin du dialogue reprenne. Je vous invite tous à prier pour nos frères et sœurs soudanais », a déclaré le Pape François.

A Khartoum, la capitale, de nombreux civils se sont aventurés à l'extérieur uniquement pour obtenir des denrées alimentaires d'urgence ou pour fuir la ville. Alors que les services de santé sont à genoux depuis des décennies et qu'un tiers des 45 millions d'habitants souffre de la faim, l'arrêt des opérations de la plupart des humanitaires, après la mort d'au moins quatre d'entre eux depuis une semaine, va aggraver la situation.

Plusieurs pays ont entamé des opérations de rapatriement de leurs ressortissants du Soudan, à l'instar de l'Arabie saoudite, l'Allemagne et la France. La première grande évacuation de civils étrangers a débuté samedi dernier, pendant que se poursuivent les combats entre l'armée régulière et les paramilitaires.

L'Arabie saoudite a rapatrié cinquante de ses citoyens et des ressortissants d'autres pays qui sont arrivés dans la ville portuaire de Jeddah. Plus tôt, l'armée soudanaise avait fait état du départ de « diplomates saoudiens par voie terrestre vers Port-Soudan ».

Depuis plusieurs jours, les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon ont déployé des forces dans les pays voisins, et l'Union européenne envisage également de prendre des mesures similaires afin d'évacuer leurs diplomates et ressortissants du Soudan.

Quatre rotations entre Khartoum et la base de Djibouti ont été effectuées par l'Armée française depuis dimanche

matin. La France a évacué près de 400 personnes de Khartoum, vers Djibouti, a indiqué, le 24 avril, le ministère des Affaires étrangères, à travers un communiqué, dans un contexte de violences qui ont déjà fait plus de 420 morts et 3700 blessés. Les personnes évacuées sont des ressortissants d'une trentaine de pays européens, dont la France, mais aussi africains, américains et asiatiques. Elles ont été transportées vers Djibouti au cours des quatre rotations opérées par l'Armée française. « Les ministères de l'Europe et des Affaires étrangères et des Armées poursuivent leurs efforts pour assurer la mise en sécurité de nos compatriotes », a détaillé le Quai d'Orsay. Par ailleurs, les autorités françaises « remercient les autorités djiboutiennes pour leur aide déterminante ayant permis cette évacuation », ainsi que « tous les acteurs soudanais qui facilitent l'évacuation de nos compatriotes ».

Yvette Reine Nzaba

Des ressortissants français évacués à Djibouti

De violents combats entre l'armée soudanaise et des paramilitaires se poursuivent et ont déjà fait des centaines de morts. Plus de cent ressortissants français et d'autres nationalités évacués du Soudan ont atterri à Djibouti et une centaine d'autres arriveront prochainement, a-t-on appris dimanche.

Selon une source aéroportuaire djiboutienne, cent six personnes ont atterri en fin d'après-midi du 23 avril à Djibouti. L'opération, nommée « Sagittaire », est d'une « extrême complexité » et « peut engendrer des difficultés jusqu'au bout » dans un pays en guerre où, en outre, les « réseaux ne sont plus fonctionnels », alors qu'une géolocalisation précise des ressortissants est nécessaire, d'après certaines des sources au Quai d'Orsay et au ministère français des Armées. Quelque 150 militaires sont mobilisés, « des éléments de protection, d'autres de reconnaissance, de soutien logistique et des personnels médicaux », dans une « situation volatile », où les deux camps « continuent de faire la guerre, même pendant les trêves », selon l'état-major français.

Des opérations de reconnaissance auraient été réalisées pour « sécuriser » au maximum les itinéraires empruntés par les civils, regroupés en amont, pour se rendre à un aéroport de la région de Khartoum. Parmi les pays ayant sollicité l'aide de la France pour évacuer leurs citoyens, la source diplomatique a listé l'Allemagne, la Suisse, le Royaume-Uni, la Belgique, le Niger, le Maroc, l'Égypte, ou encore l'Éthiopie, sans précision sur le fait que ces ressortissants se trouvaient dans l'un des deux avions affrétés. A près plus d'une semaine de combats entre l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane, dirigeant de facto du Soudan, et son adjoint devenu rival, le général Mohamed Hamdane Daglo, qui commande les très redoutés paramilitaires des Forces de soutien rapide, les personnes arrivées à l'aéroport étaient « fatiguées, tendues, mais très soulagées d'être arrivées à bon port », à en croire les sources françaises. Elles seraient psychologiquement affaiblies par ce qu'elles ont vécu, mais dans un relativement bon état physique, alors que la nourriture, l'eau et l'énergie manquent dans la capitale Khartoum, de mêmes sources. Outre l'option aérienne, finalement écartée, les autorités françaises avaient envisagé une évacuation par voie terrestre, vu les difficultés de ravitaillement en essence notamment qu'elle aurait engendrées. Quatre avions avaient été prépositionnés depuis quelques jours à Djibouti et d'autres moyens seraient en attente au Tchad pour l'opération, d'après l'état-major. Des moyens maritimes ont aussi été déployés au large des côtes soudanaises à toutes fins utiles.

Noël Ndong

ETATS-UNIS

Janet Yellen et la Maison-Blanche craignent la fin de l'hégémonie du dollar

Le thème de la possible perte du statut de monnaie de réserve mondiale du dollar américain fait les gros titres ces dernières semaines, et la question est à prendre au sérieux. La secrétaire au Trésor des États-Unis, Janet Yellen, a abordé le sujet, le 18 avril, en avertissant que le recours aux sanctions menaçait la domination de cette monnaie.

Faisant référence aux sanctions économiques contre des pays comme la Russie, Janet Yellen a jugé que cela pourrait mettre en péril l'hégémonie du dollar américain, pénalisée par les sanctions des Etats-Unis. « Lorsque nous appliquons des sanctions financières liées au rôle du dollar, nous risquons de compromettre à terme son hégémonie », a déclaré Janet Yellen, expliquant que « bien sûr, cela incite la Chine, la Russie et l'Iran à trouver une alternative ». Toutefois, Yellen a jugé qu'il était difficile de trouver une bonne alternative au billet vert en raison de la solidité et de la profondeur des marchés financiers américains et du statut poli-

tique du pays. « Ces éléments sont essentiels pour une monnaie destinée à être utilisée pour des transactions à l'échelle mondiale », a-t-elle fait remarquer. Elle a ajouté : « Nous n'avons vu aucun autre pays qui dispose de l'infrastructure institutionnelle de base permettant à sa monnaie de servir le monde de cette manière ». La secrétaire au Trésor américain a cependant précisé qu'elle ne plaide pas pour l'abolition des sanctions, rappelant qu'elles restent un « outil extrêmement important », mais a estimé qu'une « coalition de partenaires agissant ensemble pour imposer ces sanctions » serait encore plus efficace.

«Lente érosion» du billet vert en tant que monnaie de réserve

Cédric Chehab, responsable mondial du risque pays chez Fitch solution, a aussi abordé la question, déclarant que le rôle du billet vert en tant que monnaie de réserve allait diminuer, décrivant le processus comme une « lente érosion » et non comme un « changement de paradigme ». « Nous allons voir la domination du dollar s'éroder au fil du temps. En effet, la Chine est le premier partenaire commercial de la plupart des économies, et comme sa puissance économique continue de croître, cela signifie qu'elle exercera une plus grande influence sur

les institutions financières mondiales, le commerce, etc. », a-t-il déclaré.

La Maison-Blanche pense que la Chine veut voir le dollar s'affaiblir

Enfin, Jared Bernstein, membre du Conseil des conseillers économiques de la Maison-Blanche, s'est lui aussi inquiété de l'avenir du dollar lors d'une audition de la commission bancaire du Sénat américain, le 18 avril. Il a notamment déclaré qu'il existait « certaines preuves » que la Chine souhaitait voir le dollar s'affaiblir en tant que monnaie de réserve internationale. Il a, par ailleurs, exhorté le Congrès à relever le plafond de la dette américaine pour protéger le dollar.

Jared Bernstein a aussi souligné qu'il y a un « avantage très solide » à avoir la monnaie de réserve mondiale, mais aussi des coûts, y compris la capacité de la Chine et d'autres pays à gérer leurs monnaies afin d'avoir un avantage commercial, soulignant qu'il est important que le dollar soit la monnaie de réserve dominante. Enfin, il a expliqué que le relèvement du plafond de la dette contribuerait à maintenir le statut de monnaie de réserve du dollar et à protéger sa valeur. « Le fait d'utiliser ce type de défaut de paiement comme outil politique est contraire à ce dont vous et moi parlons en ce moment », a-t-il indiqué.

N.Nd.

PRÉSIDENTIELLE DE DÉCEMBRE 2023

Adolphe Muzito révèle les grandes lignes de son offre politique

À moins de huit mois de l'élection présidentielle, le moment est tout indiqué pour les Congolais qui aspirent à la magistrature suprême du pays de faire connaître, d'ores et déjà, leur offre politique en la soumettant à la critique. Le leader de Nouvel élan, Adolphe Muzito, par ailleurs, candidat à la présidentielle de décembre prochain, ne s'est pas fait prier pour décliner son programme d'action, celui-là même qui portera sa candidature lors des prochaines joutes électorales.

Sans entrer dans les détails, Adolphe Muzito a, lors d'une récente intervention publique, exposé les quatre principaux axes sur lesquels pourra graver son offre politique. Il s'agit de la souveraineté militaire et sécuritaire, de la souveraineté monétaire, de la lutte contre la pauvreté et de la lutte contre le chômage.

Concernant la souveraineté militaire et sécuritaire, l'ex Premier ministre entend prioriser la défense de l'intégrité du territoire national afin d'annihiler toute velléité d'incursions dans le pays des armées étrangères. Il faut, a-t-il dit-il, allouer un budget annuel de 1,5 milliard de dollars américains pour permettre aux Forces armées de la République démocratique du Congo d'assurer pleinement leur devoir de défense de l'intégrité territoriale. « Sur un horizon de cinq ou dix ans, nous pourrions donner à notre armée quinze, voire vingt milliards de dollars pour assurer la sécurité et l'intégrité du territoire », a-t-il assuré.

Sur le volet souveraineté monétaire, Adolphe Muzito est d'avis qu'il est plus qu'indispensable aujourd'hui de rétablir la souveraineté du Franc congolais qui, a-t-il regretté, « ne remplit pas ses fonctions



Adolphe Muzito

traditionnelles » en tant que prérogative de souveraineté nationale. Cette monnaie n'étant plus un bon intermédiaire d'échanges ni une réserve de valeur à cause de son instabilité, a-t-il soutenu, doit être restaurée dans sa fonction de sou-

veraineté.

Parlant de la lutte contre la pauvreté, le leader de Nouvel élan pense qu'il faut augmenter le revenu national grâce aux gros investissements. En 2022, environ 62 % de la population congolaise, soit soixante

millions de personnes, vivait avec moins de deux dollars par jour. Adolphe Muzito veut élever ce seuil de souveraineté jusqu'à 2,5 dollars et cela, dans son entendement, est possible.

Quant à la lutte contre le chômage,

il fait remarquer, d'emblée, que le taux actuel tourne autour de 75% et que sur un horizon de dix ans, le pays comptera trente millions de jeunes au chômage. Pour inverser la courbe du chômage, il propose de réformer un secteur agricole prédominé par l'activité informelle et la cueillette, redynamiser le tissu industriel et le réseau bancaire, fortifier le marché intérieur et intégrer une partie du secteur tertiaire informel comme une des sources d'emploi.

Rappelons qu'Adolphe Muzito a pris ses distances vis-à-vis du regroupement politique Lamuka dont il ne partage plus les vues, évoluant désormais en électron libre au sein de l'opposition. Non concerné par le conclave de cette famille tenu récemment à Lubumbashi ni signataire de la Charte de l'Union sacrée, plateforme électorale qui soutient la candidature du président Félix Tshisekedi, il croit avoir toujours droit de cité dans l'espace politique congolais. « Un candidat président de la République est un homme face à un peuple », répond-il à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, veulent le noyer politiquement.

Alain Diasso

UNION AFRICAINE

Le Dr Jean Kaseya a pris ses fonctions de directeur général des CDC Africa

Élu le 18 février dernier par les chefs d'Etat africains, lors du 36e sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, le médecin congolais a pris, le 17 avril, ses nouvelles fonctions de directeur général des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Africa). Il a eu des échanges bilatéraux avec la vice-présidente de la Commission de l'UA, l'économiste rwandaise Monique Nsanzabaganwa.

Le Dr Jean Kaseya a été élu à son nouveau poste au détriment de l'ancien directeur par intérim du CDC Africa, le Kényan Ahmed Ogwell Ouma, et de Magda Robalo Correia E Silva, ancienne ministre de la Santé de la Guinée-Bissau. Le processus de recrutement a duré environ un an et a enregistré 180 candidatures. Celle du Dr Jean Kaseya avait été présentée par le gouvernement congolais. « Avec ce vote, la RDC vient de signer une grande victoire diplomatique en arrachant ce poste. C'est la plus grande fonction permanente après le passage de Gérard Kamanda comme secrétaire général de la défunte OUA en 1972. C'est aussi la preuve que la RDC a repris sa place au sein de cette institution dont elle était exclue du droit de vote », avait fait savoir la présidence de la République.

Premier directeur général

A son nouveau poste, le Dr Kaseya dispose d'un contrat de quatre ans, basé à Addis-Abeba, avec une période probatoire d'un an. Le contrat peut être renouvelé une fois. Il est le premier directeur général des CDC. Son prédécesseur, le Dr John Nkengasong, d'origine camerounaise, n'était que directeur. En effet, il y a plus d'un an, les chefs d'Etat africains ont voté pour permettre aux CDC de passer du statut d'institut technique spécialisé de l'UA à celui d'agence de santé

publique. Les CDC africains fonctionnaient précédemment comme une division technique de l'UA. Désormais, ils sont financés par l'UA en tant qu'organisation indépendante et agence plus ou moins autonome.

Ce qui donne à l'agence plus d'autorité, de flexibilité et de rapidité pour répondre aux urgences de santé publique. Ce changement donne également plus de pouvoirs au nouveau directeur général. Il rend compte au président en exercice de l'UA et a le pouvoir de convoquer les chefs d'Etat sur des questions de santé publique, ce qui n'était pas le cas d'un simple directeur qui devait écrire des mémos et les faire examiner par une hiérarchie. Ce qui provoquait des retards dans la réponse aux épidémies par les centres. Mais, le directeur général des CDC peut déployer plus rapidement le personnel pour répondre aux épidémies. Les CDC africains continueront à dépendre de la Commission de l'UA, mais sur une base trimestrielle, de la même manière dont l'Organisation mondiale de la santé dépend des Nations unies.

Médecin expérimenté

Le Dr Jean Kaseya a plus de vingt ans d'expérience dans le domaine de la santé publique au niveau de la République démocratique du Congo (RDC) et sur le plan international. Dans ses nouvelles fonctions, il est chargé de

diriger les CDC dans leur quête de sécurité sanitaire mondiale pour la population de toute l'Afrique. Il s'agit notamment de renforcer la surveillance des maladies, de collaborer avec les pays pour consolider les systèmes de santé et de répondre aux urgences sanitaires.

Le nouveau directeur général des CDC Africa a travaillé pendant neuf ans au Fonds des Nations unies pour l'enfance, deux ans à Gavi, l'Alliance du vaccin, ainsi qu'à l'Organisation mondiale de la santé et au gouvernement de la RDC où il a été responsable de la vaccination systématique et conseiller principal de l'ancien président congolais, Laurent-Désiré Kabila. Avant sa nomination, il travaillait pour la Clinton Health Access Initiative, où il a été directeur national principal pour la RDC et chef de l'équipe mondiale pour le travail sur la plateforme africaine de diagnostic sanitaire avec la Banque européenne d'investissement.

Nouveau pacte

Dans le document soumis pour sa candidature et où il expose sa vision, indique le site spécialisé devex.com, le Dr Jean Kaseya évoque ce qu'il appelle « le nouveau pacte », qui vise à instaurer une « nouvelle culture de gestion » au sein de l'organisation, tout en poursuivant la mise en œuvre du nouvel ordre de santé

publique du CDC pour l'Afrique, lancé par son premier dirigeant, le Dr John Nkengasong. Le nouvel ordre de santé publique est ancré dans les principes de l'appropriation continentale de la sécurité sanitaire. Au cœur de son mandat, selon le médecin congolais: « Un Africa CDC techniquement fort, qui compte des experts de premier plan parmi son personnel, qui est adéquatement financé et efficace en matière de budgétisation, qui dispose d'équipes d'intervention rapide fiables sur le terrain en temps de crise, et qui contribue à la construction d'une Afrique résiliente, capable de détecter, de prévenir et de contrôler efficacement les maladies pour la réalisation de la [couverture sanitaire universelle], des ODD et de l'agenda 2063 de l'UA ». Ce dernier, poursuit devex.com, a noté que l'Africa CDC a un grand nombre de postes vacants, des processus administratifs lourds, une gestion financière et logistique faible qui comprend « un manque de contrôles internes, des règles financières et des mécanismes de responsabilité inadéquats, et un processus d'approvisionnement sous-optimal ».

Une taxe pour financer la santé

Le Dr Jean Kaseya a noté qu'en 2020, l'Africa CDC n'a utilisé que 39 % de son budget opérationnel provenant des donateurs, malgré la pandémie

de covid-19 en cours et d'autres urgences sanitaires. Il a également écrit que l'Africa CDC souffre d'un manque de responsabilité, fonctionnant actuellement sans plan stratégique ni rapports annuels accessibles au public pour 2021 ou 2022, qui sont nécessaires pour que l'agence tire les leçons de ses erreurs et corrige sa trajectoire. Cette situation, selon le nouveau directeur général, entraîne une perte de confiance dans l'Africa CDC. En outre, pour permettre aux CDC d'accéder à une autonomie financière, le Dr Jean Kaseya aimerait que le continent mette en place une « taxe aérienne africaine » sur les passagers des compagnies aériennes pour financer le soutien sanitaire de l'Africa CDC aux pays. Cette taxe, selon lui, pourrait générer chaque année jusqu'à 300 millions de dollars.

Au cours des cent premiers jours de son mandat, il prévoit de s'entretenir avec les partenaires et le personnel afin de comprendre les besoins, de publier un plan stratégique et d'anciens rapports annuels, dans le but de prendre des décisions pour corriger rapidement les lacunes et restaurer la crédibilité de l'organisation. Il prévoit également d'organiser une réunion de reconstitution des ressources afin de collecter des fonds dans l'espoir de « développer une nouvelle voie de mobilisation des ressources ».

Patrick Ndungidi

CÉLÉBRATION

Les Ahmadiis de Kinshasa ont fêté l'aïd ul fitr

Plus de six cent-cinquante membres de la Communauté musulmane Ahmadiyya au Congo, habitant Kinshasa, ont assisté à la prière dirigée par le missionnaire régional dont la prédication a tourné autour de l'amour, l'harmonie et la paix.

La communauté musulmane Ahmadiyya au Congo (Comaco) a célébré, le 22 avril à Kinshasa, l'aïd ul fitr. La branche kinoise de cette communauté s'est réunie dans la salle Don Bosco, à Masina/Petro Congo.

Pour l'occasion, le missionnaire régional a dirigé la prière de l'Aïd dont le sermon a tourné autour de l'amour, de l'harmonie et de la paix. Cette célébration s'est clôturée par le partage de la nourriture aux membres de cette communauté religieuse présents ainsi qu'à toutes les personnes qui se sont retrouvées dans cette concession située dans le district de la Tshangu.

La communauté musulmane Ahmadiyya, rappelle-t-on, diffuse le message du « véritable islam dans le monde entier ainsi qu'en RDC ». Elle est sous la direction du chef spirituel, le cinquième calife Hazrat Mirza Masroor Ahmad. En Ré-



Les membres de la Comaco, lors de cette prière tenue dans la salle Don Bosco

publique démocratique du Congo, la Comaco est dirigée par son représentant légal, Khalid Mahmood Shahid. Il est noté qu'Eid ul fitr commémore la fin du mois béni du ramadhan. Selon les recommandations du prophète

Muhamad inscrites dans le livre saint des musulmans, le Coran, il est nécessaire que chaque musulman soit un bon citoyen et s'efforce d'obtenir l'agrément d'Allah.

Dans sa vision, la Communauté

musulmane Ahmadiyya appelle le monde à l'amour, tout en déconseillant la haine. « Amour pour tous, haine pour personne », souligne-t-elle dans ses recommandations.

Lucien Dianzenza

FONDS « LA FRANCOPHONIE AVEC ELLES »

Lancement de la quatrième édition

La quatrième édition du Fonds « La Francophonie avec elles » vise à favoriser l'autonomisation économique des femmes de l'espace francophone.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a souligné, dans un communiqué, l'objectif général du Fonds recentré autour de l'autonomisation économique des femmes. Sa quatrième édition poursuit, comme objectifs spécifiques, la facilitation de l'accès des femmes aux opportunités économiques productives et viables; la limitation des entraves à l'autonomisation économique des femmes, notamment les pratiques et normes discriminatoires en matière d'accès aux ressources ; l'amélioration de l'accès des femmes aux formations professionnelles.

A en croire l'OIF, une régionalisation a également été mise en place afin de favoriser certaines thématiques ainsi que des publics cibles par région en fonction des besoins qui les caractérisent. Les contours en sont, pour l'Afrique centrale et de l'Est,

l'accès aux opportunités économiques dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage et de la pêche en faveur des femmes déplacées. Pour l'Afrique de l'Ouest, il s'agit de la formalisation des activités génératrices de revenus, pendant que pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, il est question du renforcement de la participation des femmes, précisément des migrantes et réfugiées, au marché de l'emploi. Pour l'océan Indien et les Caraïbes, c'est l'accès aux opportunités économiques adaptées aux changements climatiques, la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire ; pendant que pour l'Europe centrale



et orientale, il s'agit de l'accès aux formations professionnelles alors que pour

l'Asie pacifique, il s'agira de l'accès aux formations professionnelles.

Pour participer à cette édition, les candidatures sont ouvertes jusqu'au 17 mai. La plateforme de candidature en ligne est accessible sur le site de l'OIF et au lien <https://oif.wi.in.io/fr/applications/4e-edition-du-fonds-la-francophonie...>

Lucien Dianzenza

Sa quatrième édition poursuit, comme objectifs spécifiques, la facilitation de l'accès des femmes aux opportunités économiques productives et viables; la limitation des entraves à l'autonomisation économique des femmes

FESTIVAL DU LIVRE DE PARIS

L'Italie à l'honneur

Vingt-et-un ans après, en trois jours de festivités du livre à Paris au Grand Palais Éphémère et dans les lieux hors les murs du festival, les auteurs et éditeurs italiens ont été mis à l'honneur à nouveau à la rencontre de leur public français.

La culture italienne s'est invitée à Paris, du 21 au 23 avril. Au programme, la délégation littéraire conduite par Ricardo Franco Levi, président de l'Association des Éditeurs Italiens, a permis au public français de vivre des rencontres, des lectures, des spectacles et projections auxquels ont participé une cinquantaine d'auteurs venus nourrir les échanges de ce programme riche et exigeant.

L'inattendu et l'étonnement ont été au rendez-vous, à en croire l'affluence de lecteurs au pavillon de l'Italie. Assurément, trois jours qui leur ont permis d'élargir leurs horizons de lecture par curiosité à la découverte des littératures italiennes et leurs tonalités contemporaines.

Le festival a dû faire vibrer le cœur de tous les amoureux du livre de Paris jusqu'à Rome !

« Je ne m'attendais pas à autant



Le pavillon Italie au Grand Palais Éphémère de Paris / Marie Alfred Ngoma

« Je ne m'attendais pas à autant de participation du public français face à une grande présence italienne... Voir une telle affluence et réaliser autant de ventes, je considère que c'est un bon cru du festival qui vient de mettre l'Italie à l'honneur »

de participation du public français face à une grande présence italienne... Voir une telle affluence et réaliser autant de ventes, je considère que c'est un bon cru du festival qui vient de mettre l'Italie à l'honneur », a confié un des libraires du pavillon de l'Italie.

Marie Alfred Ngoma

APPEL À CANDIDATURES

Des show cases pour des artistes africains

Les organisateurs des rencontres musicales africaines (Rema) invitent les groupes ou les artistes musiciens africains pratiquant des styles musicaux suivants : traditionnel, fusion, soul, afro pop, hip hop, reggae, électro, jazz, à prendre part au grand rendez-vous et participer aux show cases qu'ils lancent sur le thème « Diversité artistique et découvrabilité au cœur de la création », du 19 au 21 octobre 2023 à Ouagadougou, au Burkina Faso.

A cet effet, des conférences, des concerts, de speed meeting, des workshops sont prévus. L'appel à candidatures pour les rencontres musicales africaines est ouvert du 20 avril au 18 juin. Les intéressés doivent soumettre leurs candidatures via le formulaire en ligne et fournir des éléments suivants : profil/biographie de l'artiste ou du groupe (cinquante lignes au maximum), liens internet pour une prestation live (au moins trois), genres musicaux, trois photos promotionnelles de haute résolution. Les candidatures envoyées par courrier électronique ne seront pas prises en compte.

Les Rema sont devenues un événement annuel incontournable pour les acteurs de la musique en Afrique et d'ailleurs. Elles rassemblent les artistes, promoteurs de musique, directeurs de festivals, experts des médias, producteurs, propriétaires de maisons de disques et représentants de sociétés de distribution pour échanger des idées sur l'industrie musicale africaine.

Rosalie Bindika



EN VENTE

Matière de lenteur
RECUEIL DE POÉSIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires faibles de la France...
Je réside dans les mots ennemis quand ne grandit pas le tonnerre pendant l'hiver et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le confort de vie avec tant de barge.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Costeau sans manche" (2011), de "Ne plus voir, Partir ailleurs pour Jean-Baptiste Bismarck" (2013), de "Les Fragments sauvagards" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (italien-français) en 2015, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Le droit des marchés publics dans les états membres de la CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

Laurent Tongo

ESSAI

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

Omer MASSEM

POÉSIES DES CINQ CONTINENTS

L'Harmattan

Code des Hydrocarbures du Congo

Roland BEMBELLY

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Le Commandant Marien Nguabi (1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Roch Cyriaque GALEBAYI

Préface du Pr Théophile OBENGA

Paradoxe de l'agriculture congolaise

Jacques N'GOULOU

Préface de Jean-Louis BOUYA, Ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux

Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

Noëilly Galoy

ÉdiLivre

L'université de la forêt

Avec les Pygmées Akas

Sorel Et...

NOUVELLES TERRES

publ...

Le droit de l'urbanisme au Congo

Rigobert Sabin BANZANI

Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

Placide Moukoko

SEMAINE CULTURELLE ET SPORTIVE

Le C.S Funitan mobilise les pratiquants d'arts martiaux

Le plus grand club de close combat congolais, le Club sportif Funitan, a organisé, du 22 au 23 avril, à Brazzaville, une série d'activités, dans le cadre de la célébration de son programme annuel intitulé « Semaine culturelle et sportive »

Plusieurs pratiquants des différents styles d'arts martiaux issus des clubs de Brazzaville, Pointe-Noire et Kinkala ont participé au grand rendez-vous de partage d'expérience et d'apprentissage. Ce programme lancé depuis plusieurs années par le C.S Funitan vise la promotion et la vulgarisation du close combat ainsi que des disciplines associées de la fédération. C'était également un moyen de renforcement de la cohésion entre les acteurs des arts martiaux congolais. « Nous avons l'obligation de travailler et de former les jeunes. Malgré les difficultés, fonçons ensemble car ces jeunes comptent sur nous et l'avenir de nos différentes disciplines sportives dépend de notre engagement », a expliqué le moniteur du C.S Funitan, Roland Francis Mahoungou, par ailleurs, directeur technique national de la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées. Organisée durant deux jours,



Des participants à la journée portes ouvertes Adiac

cette activité a commencé par un moment de partage d'informations et d'échange entre les pratiquants des arts retenus. Il s'est agi d'une journée portes ouvertes qui s'est déroulée au centre de Gothia, à Mfilou. Les représentants des sports comme le kyuk sul, le tonfa, le hapkido et le close combat ont fait des exposés sur l'origine, la structuration, la particularité et le développement de leurs disciplines respectives.

Chacun, selon son style et sa pédagogie, a développé les notions ayant trait à son art martial. Au terme des diffé-

rents exposés, les athlètes, responsables des clubs, parents, dirigeants fédéraux qui ont loué la diversité de ces arts martiaux ont convenu du fait que toutes ces disciplines ont un lien direct avec le continent asiatique. « Nous pratiquons les arts martiaux sans maîtriser leurs origines, la vision des inventeurs et celle de ceux qui les dirigent actuellement. J'ai vraiment salué l'initiative du club Funitan. Nous avons besoin de ce genre de rencontre pour redynamiser et développer ensemble nos projets. Mer-

ci beaucoup au moniteur Francis du close combat », a lancé un participant.

Le lendemain, une grande marche sportive, dénommée le parcours du combattant, a réuni les sportifs de tout bord à Brazzaville, en matinée. Partis du centre d'instruction principal de close combat du C.S Funitan (Gothia), les pratiquants et responsables de close combat, kyuk sul, tonfa et hapkido conviés pour la circonstance ont découvert le circuit programmé par le moniteur Francis, instructeur principal du Cercle sportif Funitan. Tout au long

du parcours pédestre, sous un soleil accablant, il y a eu des exercices d'aguerrissement, de rusticité, spécifiques à la doctrine du close combat ainsi que des exercices typiques qui ont été exécutés sur les rails, dans l'eau et sous le pont. Des escalades sur le pont de Mayité aux grimpers de singe dans la forêt de la patte d'oie ont constitué le menu de cette marche sportive.

Après cette phase physique et mentale, dix minutes ont été accordées à chaque discipline pour un cours d'essai et d'initiation. L'ensemble des participants, notamment les hommes et les femmes, jeunes et adultes à la fois, a pu bénéficier d'une notion élémentaire de close combat, de kyuk sul, de tonfa et de hapkido.

Le prochain rendez-vous est pris pour l'année 2024 où, selon les dirigeants du C.S Funitan, le nombre des participants sera multiplié vu l'engouement des Brazzavillois.

Rude Ngoma

VIVRE ET INVESTIR À POINTE-NOIRE

Vente de quatre parcelles jumellées à Tchimbamba
Contact : Tél. 06 666 68 40

REMERCIEMENTS

Très touché par les marques de sympathie et de compassion dont il a été l'objet lors du décès de sa regrettée épouse, Mme Ayessa née Ondongo Marie Gisèle, diplomate à la retraite, survenu le 16 mars 2023 à Brazzaville, M. Ayessa Basile remercie parents, amis et connaissances qui l'ont assisté, soutenu moralement et matériellement pendant cette douloureuse épreuve.



AVIS DE RECRUTEMENT

La société RINSINGSUN Assistance recherche pour son agence de Pointe-Noire une Secrétaire - comptable.

Diplôme : Bac + 3 Comptabilité/ commercial ou études similaires

Atout : Permis de conduire.

Principales tâches :

- Accueil physique et téléphonique
- Rédaction des mails, de courriers ou compte-rendu de réunion
- Participation à la gestion financière et comptable de l'entreprise
- Tenue de l'agenda du Directeur
- Préparation et organisation de réunion...

Envoyez vos CV et lettre de motivation à l'adresse suivante :

Risingsun.congopnr@gmail.com

Contacts: 04 476 42 77 1 06 771 88 74

NÉCROLOGIE

Alex Ossaka Pongui et les enfants Beno ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur beau-père et père Richard Beno, survenu le 17 avril 2023.

Le deuil se tient au n° 131 de la rue Okoyo. (Rfce: Arrêt rue Ndolo), avenue Manhattan.

Le programme et la date des obsèques seront communiqués ultérieurement.



ESCRIME

La ligue de Brazzaville honore les femmes et les jeunes tireurs

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'activités, la ligue départementale d'escrime de Brazzaville a organisé, le 23 avril, à l'esplanade du stade Alphonse-Massamba-Débat, un tournoi d'exhibition au profit des athlètes femmes et jeunes.

Initialement prévu au mois de mars, le tournoi d'exhibition de la ligue départementale de Brazzaville s'est tenu le 23 avril, à cause du manque d'espace dans les gymnases. Il a regroupé plusieurs pratiquants d'escrime issus de divers clubs et visait la promotion et la vulgarisation de ce sport, ainsi que la valorisation des femmes qui défendent leur ville lors des compétitions nationales.

En présence des amoureux d'escrime et du directeur technique national, Gaël Diamonika, les escrimeurs et escrimeuses se sont affrontés afin non seulement de préparer les prochaines compétitions mais aussi de tester leur niveau individuel.

Selon le président de la ligue, Clive Akouala, les sportifs de Brazzaville et le bureau

départemental travaillent avec acharnement pour relever leur niveau, malgré le manque d'accompagnement. Il estime que cette compétition, la première de la saison sportive 2022-2023, marque le lancement des compétitions départementales.

« Nous nous efforçons pour vulgariser ce sport, parce que les jeunes congolais sont vraiment attirés par l'escrime. En général, le niveau des athlètes est assez bon, mais nous devons les opposer avec les tireurs d'autres pays pour bien les juger. Nous avons des techniciens bien formés, voilà pourquoi nous sollicitons la contribution des partenaires en matière d'équipement », a-t-il indiqué.

La pluie n'a pas empêché le déroulement des finales qui



Une confrontation des dames Adiac

ont mobilisé beaucoup de supporters grâce au niveau et à la notoriété des finalistes.

Les trois meilleurs athlètes de chaque catégorie ont reçu, individuellement, des médailles

et certains présents qui leur ont été réservés.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Croatie, 30e journée, 1re division

Vainqueur de Rijeka (0-1), Gorica abandonne la lanterne rouge à Sibenik. Le club de Merveil Ndockyt, remplacé à la 68e, était reléguable depuis la 10e journée.

Russie, 24e journée, 1re division

Le FC Oural s'incline à domicile face à Rostov (1-3). Remplaçant, Emmerson Illoy-Ayyet est entré à la 23e.

Focalisé sur son parcours en Coupe de Russie, le club d'Ekaterinbourg ne compte plus que deux points d'avance sur la zone de relégation.

Russie, 28e journée, 2e division

Oufa est battu par Baltika (2-3). Erving Botaka Yobama était titulaire en défense. Oufa est 16e avec 7 points de retard sur Krasnodar, le premier non-reléguable.

Slovaquie, 6e journée des play-offs, 1re division

Titularisé à son désormais habituel poste de latéral gauche, Yhoan Andzouana a pris l'aile gauche après la sortie de Blackman à la 22e.

Placé aux avant-postes, il égalise du gauche, après un appel plein axe, à la 58e. Son deuxième but de la saison permet au DAC Dunajska Streda de prendre le point du nul chez le Spartak Trnava. Le DAC conserve ainsi sa première place avec 1 longueur d'avance sur le Slovan Bratislava à quatre journées du terme du championnat.

Slovénie, 32e journée, 1re division

Sans Simon Nsana, blessé, Bravo coule devant son public face à Celje (0-3). A quatre journées de la fin du championnat, Bravo compte 8 points d'avance sur la zone rouge.

Angleterre, 44e journée, 4e division

Northampton bat Harrogate 3-1 et se rapproche de la montée en League One (2e avec 80 points). Titulaire à la récupération, William Hondermarck a été averti à la 20e.

Sans Offrande Zanzala, forfait pour la fin de saison en raison d'une blessure au genou, Newport County l'emporte 3-1 à Doncaster et porte à 14 longueurs son avance sur la



Le but de Yhoan Andzouana permet au DAC de conserver sa place de leader (dac1904.sk)

zone rouge.

L'attaquant brazzavillois, qui souffre d'une lésion ligamentaires révélée début avril, était déjà éloigné des terrains depuis fin février par une blessure à l'épaule contractée face à Sutton.

Autriche, 24e journée, 2e division

St-Pölten prend les trois points face à l'Admira (2-0) et conserve ainsi un point d'avance sur son premier poursuivant, le B-W Linz. Titulaire, Kévin Monzialo a été remplacé à la 69e.

Belgique, 8e journée des play-down, 2e division

Virton a un pied et demi en troisième division après son revers à Deinze (1-3). A deux journées du terme, l'Excelsior compte cinq points de retard sur la réserve du Standard. Yann Mabella était titulaire dans le couloir droit.

Grèce, 4e journée des play-down, 1re division

Sans Thievy Bifouma, absent du groupe,

l'OFI Heraklion partage les points avec l'Asteras Tripolis (1-1). Deuxième sur huit avec 9 points d'avance sur la zone rouge, le club crétois se dirige vers une nouvelle saison dans l'élite.

Luxembourg, 26e journée, 1re division

Christoffer Mafoumbi était titulaire lors du succès de Differdange à Wiltz (2-1). Pas vraiment souverain sur la réduction du score adverse. Differdange est 6e à 18 points du podium.

Roumanie, 5e journée des play-down, 1re division

Malgré la réduction du score de Kévin Koumba du bout du pied gauche à la 61e, le FC Arges s'incline à Hermannstadt (1-2). Le second but du Congolais depuis son arrivée hivernale au sein du club de Pitesti.

Football, le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (Ligue 2)

Ligue 2, 32e journée

Nolan Mbemba, remplacé à la 69e, et Le Havre sont tenus en échec par Quevilly-Rouen (0-0). Invaincu depuis le 6 août, le club normand reste en tête du classement.

Pau fait un petit pas supplémentaire vers le maintien en battant Guingamp (2-1). Titulaire, Mons Bassouamina a joué 72e minutes avant de céder sa place. Warren Tchimbembé n'est pas entré en jeu.

Sans Marvin Baudry, resté sur le banc, Laval entretient l'espoir du maintien en battant Sochaux (2-1).

En revanche, c'est terminé pour Niort, battu à domicile par Caen (1-2). Les Chamois évoluaient sans Bryan Passi, blessé.

La dégringolade continue pour Kévin Mouanga, titulaire dans l'axe, et Annecy, corrigés à domicile par Rodez (0-3). Rappelons que Loris Mouyokolo soigne sa rupture du talon d'Achille et ne jouera plus cette saison.

Malgré un nouveau but de Niels Nkounkou, qui profite d'une sortie hasardeuse d'Oukidja pour placer sa tête, Saint-Etienne est surclassé à domicile par Metz (1-3). Également auteur d'un beau centre à la 15e (destiné à Krasso, mais gâché par Wadji), il manque un peu de mordant au marquage de Kouao sur le second but messin. Cela confirme ses largesses défensives et son poids offensif, puisqu'il totalise désormais 6 buts et 7 passes en 14 matches de Ligue 2.

Au classement, Niort est dernier avec 27 points, soit 7 de moins que Laval, 17e et premier non-reléguable.

Avec 36 points, Annecy reste juste au-dessus de la zone de flottaison, précédé au classement par Pau et Rodez, 13e et 14e avec 40 points chacun.

Avec 42 points, Guingamp et Saint-Etienne sont dans le ventre mou (10e et 11e), alors que Le Havre reste sur la première marche du podium avec 65 points.

Bordeaux, hôte de Grenoble lundi soir, est 3e avec 56 points.

Camille Delourme

INTERVIEW

« Congo : des arbres et des hommes », une émission de TV5 Monde à ne pas manquer

TV5 Monde consacre son magazine « A la vie A la terre » à la forêt congolaise, à sa population, ses agents, sa faune et sa flore en général. Vaste sujet qui pose une interrogation clé : comment associer modernité et développement durable ? Pour y répondre, une équipe est partie explorer le terrain et a rapporté de son périple des images et des témoignages instructifs. Un magazine présenté par Chloé Nabédian à ne pas manquer mercredi soir. Entretien avec Françoise Joly, directrice de l'information de TV5Monde et rédactrice en chef du magazine.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Qu'est-ce qui vous a incité à partir en reportage en République du Congo ?

Françoise Joly (F.J.) : La République du Congo est l'un des six pays du bassin du Congo qui appartient à ce que l'on appelle désormais le deuxième poumon vert de la planète grâce à la richesse de sa forêt primaire et de ses tourbières. L'importance de ces dernières a été mise au jour il y a seulement quelques années. C'est encore une richesse, notamment en termes de séquestration de CO₂, qui demande à être explorée, ce à quoi s'emploient notamment des chercheurs et doctorants congolais. Nous sommes allés sur le terrain avec eux. Par ailleurs, le Nord de la République du Congo possède une forêt enclavée, longtemps à l'écart de toute activité anthropique. Cela en fait un sanctuaire de biodiversité, préservée notamment par des aires protégées mises en place par les autorités en partenariat avec des organisations non gouvernementales. Nous nous sommes intéressés à tous ces enjeux, précisément leur impact sur la population autochtone, sentinelle de l'environnement, parmi les meilleures connaisseuses de ces écosystèmes.

L.D.B. : Vous évoquez dans ce sujet très approfondi les problématiques de déforestation. Mais le Congo a mis en place des procédures et des contrôles pour préserver l'écosystème de ses forêts, concrètement avec la loi de janvier dernier interdisant l'exportation

« Si les tourbières du Bassin du Congo venaient à être abîmées, elles pourraient relâcher dans l'atmosphère l'équivalent de trois années et demie de production de CO₂ de l'ensemble de la planète. »

des grumes à l'état brut. Avez-vous approché ces réalités ?

F.J. : Bien sûr. Nous avons pu avoir accès à la compagnie forestière CIB (Congolaise industrielle des bois) qui exploite la forêt au Nord du Congo. Toutes ces questions ont été évoquées, à savoir l'obligation de la transformation des grumes dans le pays. Une disposition de l'Etat congolais pour, entre autres, ne plus permettre le transport de ces énormes troncs d'arbres, extrêmement lourds et gorgés d'eau, dont l'empreinte carbone en termes de transport est très élevée. La CIB bénéficie d'un label parmi les plus exigeants concernant l'exploitation forestière. Mais la plus grande partie des entreprises forestières n'a pas encore fait l'effort de se conformer à ce label. Il y a là un réel enjeu pour l'avenir. Par ailleurs, travailler le bois sur place avec des scieries, recycler les déchets ligneux permet égale-



La présentatrice du magazine «A la vie A la terre» Chloé Nabédian et Sorel Eta

ment de créer de l'emploi et de participer au développement de ces zones géographiques de façon responsable à défaut de durable. C'est un atout pour la population locale. Et c'est toute cette complexité que nous abordons : comment préserver des écosystèmes et en même temps développer économiquement le pays.

L.D.B. : Vous êtes venues à la rencontre des populations autochtones Aka. Un peuple confronté à la modernité, à la sédentarisation, au risque de perdre ses traditions. Ces craintes, les avez-vous partagées avec ces familles ?

F.J. : Nous avons rencontré plusieurs communautés de peuples autochtones. Les Aka, mais aussi les Mbenzele. Nous avons partagé leur quotidien, marché et dormi en forêt avec eux. Ils nous ont expliqué ce que représentent ces forêts dans leur culture. Elles les nourrissent, les soignent et participent à un certain nombre de leurs rituels, leurs croyances. Leur organisation sociale a pour base leurs activités dans la forêt. Ils la vivent au jour le jour, depuis la nuit des temps. Ces peuples de chasseurs-cueilleurs sont de fins observateurs du changement climatique qui affecte déjà ces espaces. Ils trouvent moins de gibiers, de poissons dans les rivières, le miel sauvage qu'ils collectent au sommet des arbres et dont ils sont gourmands se raréfie. Leurs expériences et témoignages sont précieux pour comprendre que désormais, le dérèglement climatique n'épargne plus aucun espace. Même des sites où la nature se révèle encore dans sa dimension la plus entière, la plus inexplorée, et que l'on pourrait croire encore préservée.

L.D.B. : Le séjour passé avec cette population réputée pour son accueil a-t-il permis de créer un lien particulier et pour vous quelle forme a pris cette découverte ?

F.J. : C'était une expérience absolument inédite. Elle nous a fait partager tous ces gestes du quotidien qui montrent combien cette forêt est précieuse. Elle nous a montré comment elle se déplace dans ces espaces, comment elle trouve son chemin, les plantes qui lui permettent de se laver, celles

qu'elle consomme, les écorces d'arbre qui servent de condiments ou de médicaments. Nous les avons vu construire leurs campements éphémères encore une fois grâce aux ressources de la forêt. Nous avons pu participer avec les femmes et les enfants à une séance de pêche dans un petit cours d'eau au cœur de la forêt. Malheureusement, pas très fructueuse. La population voit ses ressources se raréfier. Elle s'inquiète et se sent parfois mise à l'écart en raison de certaines décisions, notamment prises pour créer des zones protégées. Elle a le sentiment que l'avenir de la faune est plus important que le sien.

L.D.B. : Les tourbières jouent un rôle important dans les écosystèmes en piégeant le carbone dans les sols. Pouvez-vous nous l'expliquer et que faut-il faire pour les préserver ?

F.J. : Nous avons accompagné sur le terrain l'un des plus grands spécialistes des tourbières, le Pr Suspense Averti Ifo et de jeunes doctorants congolais. Avec eux, nous nous sommes rendus dans une zone humide de la Cuvette. Ils ont été extrêmement pédagogues pour nous expliquer leur travail et l'enjeu de ces tourbières. En fait, ces tourbières sont comme un immense compost, une litière organique qui s'est formée au fil des siècles et même des millénaires, grâce aux feuilles des arbres, des plantes, aux racines, aux déjections animales, transformées sous l'action de toute la microfaune (vers, chenilles, fourmis, etc.) qui les digère et le restitue.

Ces matières organiques séquestrent, emprisonnent le carbone empêchant sa libération dans l'atmosphère. Ce sont des quantités gigantesques, des dizaines de milliards de tonnes qui se sont formées, je le répète, sur une période extrêmement longue. La tourbière s'agrandit de quelques millimètres par an. Celle de ces forêts se mesure sur plusieurs mètres de profondeur. Si les tourbières du bassin du Congo venaient à être abîmées, elles pourraient relâcher dans l'atmosphère l'équivalent de trois années et demie de production de CO₂ de l'ensemble de la planète. Cela participerait de façon

phénoménale au dérèglement climatique.

Il est donc impératif de les préserver, d'autant que le réchauffement climatique pourrait les affecter grandement en asséchant les zones humides nécessaires à leur survie. Pour les conserver, il faut réduire autant que possible l'activité humaine dans ces zones, les sanctuariser en quelque sorte. Et pour cela il y a des instruments, comme le marché carbone.

L.D.B. : En conclusion, comment est-il possible de concilier le développement économique auquel aspire le pays avec la préservation des forêts, la protection des animaux et la survie

« Des mécanismes de dédommagement sont prévus depuis les accords de Paris. Sont-ils suffisants ? »

de la population ?

F.J. : C'est bien là toute la complexité, comme je le disais auparavant, de ces problématiques. La question du développement économique est évidemment une nécessité pour assurer à la population un mieux-vivre et de la responsabilité de l'Etat de concilier ce développement avec la préservation des écosystèmes ainsi que de la biodiversité. C'est un pari difficile, d'autant que les pays industrialisés du Nord se sont développés eux sans se préoccuper de ces équilibres ou alors tardivement. Ce sont ceux qui émettent le plus de gaz à effet de serre qui aujourd'hui demandent notamment aux Etats qui ont des forêts et des tourbières essentielles dans la lutte contre le réchauffement climatique de préserver ce capital essentiel à l'avenir de la planète. Mais à quel prix ? Des mécanismes de dédommagement sont prévus depuis les accords de Paris. Sont-ils suffisants ? S'appliquent-ils vraiment et comment ? Faut-il les repenser ? A l'issue de ce reportage, nous avons acquis une seule certitude. Nous sommes toutes et tous les habitants d'une seule et même planète qui n'échappera pas à un questionnement qui concerne l'ensemble de la population du Nord comme du Sud. Quel avenir est le nôtre, si nous ne regardons pas ensemble, dans la même direction, dans un esprit de justice, d'équité et de respect, cette nature si précieuse qui nous fait vivre ? Des initiatives existent, parfois à petite échelle, portées par des femmes et des hommes de bonne volonté. Elles méritent que l'on s'y intéresse et que chaque voix soit entendue.

Propos recueillis par Julia Ndeko

« A la vie A la terre », TV5 Monde. Mercredi 26 avril 2023 à 22 heures
Disponible gratuitement sur TV5MONDEplus (<https://www.tv5monde-plus.com/fr>) dès le 27 avril.